



## **AFRIQUE/MALI - Réerves sur les modalités du départ du Premier Ministre bien que les partis soient favorables au changement**

Bamako (Agence Fides) – « Les partis politiques ont pris acte de la nomination du nouveau Premier Ministre et de la démission de son prédécesseur. La coalition politique qui soutient la junte militaire a exprimé son accord au changement de Premier Ministre » indique à l'Agence Fides le Père Edmond Dembele, Secrétaire de la Conférence épiscopale du Mali où, après la démission forcée du Premier Ministre Cheick Modibo Diarra (voir Fides 11/12/2012), le Président par intérim Dioncounda Traoré a nommé hier un nouveau Premier Ministre en la personne de Diango Cissoko.

L'ancien Premier Ministre Diarra a été contraint à démissionner après avoir été arrêté par les militaires liés à la junte qui avait pris le pouvoir au lendemain du coup d'Etat de mars 2012 et qui, malgré la création de nouvelles institutions civiles, continue à exercer une influence notable sur la vie politique malienne.

« Tous les partis ne se sont pas encore exprimés à propos des derniers développements mais au plan général, on a l'impression que l'ensemble de la classe politique a accueilli avec satisfaction la démission de Diarra parce qu'existaient différentes divergences avec lui, en particulier en ce qui concerne le déroulement de la concertation nationale et la gestion du conflit dans le nord. Le changement de Premier Ministre a donc été accepté par l'ensemble des forces politiques même si tous n'ont pas apprécié la manière dont Diarra a été contraint à remettre sa démission » observe le Père Dembele.

La démission forcée de Diarra a été critiquée par l'ONU, par l'UE et par différents Etats qui s'étaient engagés à aider le Mali à récupérer la partie nord de son territoire, actuellement aux mains de groupes armés intégristes. « Les négociations qui avaient débuté au Burkina Faso afin de résoudre la crise dans le nord du Mali ont été suspendues. Mais en ce qui concerne la création d'une force militaire de la CEDEAO devant être envoyée au Mali, le Président par intérim a assuré qu'il entend accélérer l'allure, sachant que Amadou Haya Sanogo lui-même (le chef de l'ancienne junte militaire qui a eu un rôle clef dans la démission de Diarra NDR) a indiqué ne pas être contraire à la présence de militaires étrangers dans le pays et s'est même déclaré prêt à faciliter leur arrivée » indique le Père Dembele. « Un nouveau gouvernement sera formé d'ici la fin de la semaine et nous verrons les développements » conclut le prêtre. (L.M.) (Agence Fides 12/12/2012)